



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'AIN

Préfecture de l'Ain
Direction de la Réglementation
et des Libertés Publiques
Bureau des réglementations et des élections
Références : VM

Arrêté préfectoral mettant en demeure La SA VERALLIA FRANCE à LAGNIEU

Le Préfet de l'Ain,

- VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.511-1 et L.514-5 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2006 modifié réglementant le fonctionnement des installations de la SA VERALLIA FRANCE à LAGNIEU ;
- VU le courrier du 14 octobre 2016 prenant acte de la nouvelle dénomination sociale de la société qui est désormais la SA VERALLIA FRANCE ;
- VU le rapport et les propositions de l'inspecteur de l'environnement du 20 décembre 2016, suite à l'inspection réalisée sur le site le 17 novembre 2016 ;
- VU le courrier de l'inspecteur de l'environnement du 20 décembre 2016, notifié le 28 décembre 2016, transmettant à la SA VERALLIA FRANCE le rapport d'inspection ainsi que le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, et l'informant du délai dont elle dispose pour faire part de ses observations,
- VU l'absence de réponse de la part de la SA VERALLIA FRANCE sur le projet de mise en demeure ;

CONSIDERANT qu'au cours de la visite d'inspection du 17 novembre 2016, l'inspecteur des installations classées a constaté que certaines prescriptions des articles 4.1.1 (prélèvement annuel d'eaux souterraines de la nappe phréatique) et 4.3.9 (valeurs limites d'émission en hydrocarbures totaux et MEST des eaux résiduaires industrielles) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 novembre 2006 susvisé n'étaient pas respectées ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en demeure la SA VERALLIA FRANCE de respecter ces dispositions ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

- ARRETE -

Article 1^{er} :

La SA VERALLIA FRANCE est mise en demeure, dans le cadre de l'exploitation de son établissement situé à LAGNIEU - Rond-Point de Saint-Gobain - BP 23, de respecter, **avant le 1^{er} janvier 2018**, les prescriptions de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2006 susvisé, en ce qui concerne la consommation maximale annuelle des eaux souterraines, prélevées dans la nappe phréatique.

Article 2 :

La SA VERALLIA FRANCE est mise en demeure, dans le cadre de l'exploitation de son établissement situé à LAGNIEU - Rond-Point de Saint-Gobain - BP 23, de respecter, **avant le 31 mars 2017**, les prescriptions de l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2006 susvisé, en ce qui concerne les valeurs limites d'émission en hydrocarbures totaux (HCT) et en matières en suspension (MEST), des eaux résiduaires industrielles.

Article 3 : L'inobservation des conditions précitées pourra entraîner l'application des sanctions prévues aux articles L.171-8 et L.173-2 du Code de l'environnement.

Article 4 : En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du Code de l'environnement susvisé, cette décision peut être déférée au tribunal administratif, seule juridiction compétente :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté,
- par les tiers dans un délai d'un an à compter de l'affichage de l'arrêté.

Article 5 : Le présent arrêté devra être affiché à la porte principale de la mairie de LAGNIEU pendant une durée d'un mois. Il sera ensuite déposé dans les archives de la mairie pour mise à disposition du public. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire, au préfet.

Article 6 : La secrétaire générale de la préfecture est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- à Monsieur le directeur général de la SA VERALLIA FRANCE - Tour Carpe Diem - 31 place des Corolles - 92400 COURBEVOIE,

• et dont copie sera adressée :

- à la sous-préfète de BELLEY,
- au maire de LAGNIEU, pour être versée aux archives de la mairie pour mise à la disposition du public et pour affichage durant un mois d'un extrait dudit arrêté,
- au chef de l'Unité Départementale de l'Ain - direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

Fait à Bourg-en-Bresse, le 16 janvier 2017

Le préfet,

Pour le préfet,

La secrétaire générale,

Caroline GADOU